

Compte rendu

Ouvrage recensé :

CLAVETTE, Suzanne, prés., *La condition ouvrière au regard de la doctrine sociale de l'Église* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire sociale – Documents », 2007), 95 p.

par Xavier Gélinas

Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 61, n°3-4, 2008, p. 602-603.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/019157ar>

DOI: 10.7202/019157ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

la communauté et le lecteur attiré par la perspective des rapports de genre restera tout autant sur son appétit que celui cherchant à comprendre les mécanismes du régime seigneurial.

Bien qu'il faille souligner les lacunes de cet ouvrage sur le plan de l'historiographie seigneuriale, il y a également lieu de se questionner sur la rigueur du processus éditorial qui n'a pas permis d'y remédier avant la publication.

BENOÎT GRENIER
Département d'histoire
Université Laurentienne

CLAVETTE, Suzanne, prés., *La condition ouvrière au regard de la doctrine sociale de l'Église* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Histoire sociale – Documents », 2007), 95 p.

Le problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Église, lettre collective de l'épiscopat québécois publiée en avril 1950, est connue des chercheurs intéressés par l'histoire de l'Église ou celle du travail. On sait moins qu'elle fut précédée d'une première version, élaborée par la Commission sacerdotale d'études sociales dès la fin de 1948 et soumise pour discussion en juin 1949, en pleine grève de l'Amiante. Suzanne Clavette a eu la bonne fortune de l'exhumer des archives du Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe et l'excellente idée de la publier en y greffant une présentation et une chronologie substantielles. *La condition ouvrière*, titre de cette première version, s'avère un document autrement plus audacieux, soutient l'auteure. Par ses options progressistes pour la réforme de l'entreprise (concept englobant la participation à la gestion et souvent un partage des profits), de meilleures lois et pratiques touchant le syndicalisme et une vigilance pour la santé et la sécurité au travail, ce texte a ébranlé une certaine droite. L'émoi de l'Association professionnelle des industriels, animée par le jésuite Émile Bouvier, et de l'aile conservatrice du haut clergé résulta, l'année suivante, en une version « édulcorée, empreinte de moralisme et prônant un retour au corporatisme » (p. iv de couverture).

Deux réflexions naissent de la Présentation et d'une comparaison des deux versions. *Primo* : la seconde représente-t-elle un recul au point d'en devenir bénigne, irénique ? Telle ne fut pas l'opinion des contemporains, en tout cas, qui la propulsèrent au statut de best-seller. Le document de 1950, indéniablement moralisateur, constate quand même l'insécurité

économique et sociale de maints travailleurs, la répartition inéquitable de la richesse, l'insalubrité et l'exiguïté des logements, la déresponsabilisation et l'abrutissement du travail à la chaîne, l'hygiène insuffisante, les entraves à l'exercice du syndicalisme, la nouvelle réalité industrielle et urbaine... *Secundo* : quel bien réel aurait résulté de la publication non altérée de *La condition ouvrière*, avec sa doctrine cogestionnaire encore neuve et peu intégrée au corpus et aux us de l'Église? Peut-être valait-il mieux, *hic et nunc*, proposer une version adoucie, mais qui parvint vaille que vaille à obtenir l'aval de l'épiscopat, fut une source de secret espoir chez les catholiques pro-travailleurs des années 1950 (marquées par un ressac en matière sociale et ouvrière par l'establishment clérical) et se fraya un chemin jusque dans l'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII.

Par-delà les interrogations et nuances, remercions l'auteur de rouvrir, par cette publication et d'autres récentes (comme *L'affaire silicose* ou *Les dessous d'Asbestos*), le dossier de cet après-guerre où le social et le religieux se redéfinissaient non sans heurts.

XAVIER GÉLINAS
Division d'archéologie et d'histoire
Musée canadien des civilisations

PROVENCHER, Jean, *L'histoire du Vieux-Québec à travers son patrimoine* (Québec, Les publications du Québec, 2007), 277 p.

Cette publication de Jean Provencher est l'une des premières à voir le jour dans le cadre des célébrations du 400^e anniversaire de la fondation de Québec. Comme l'indique son titre, l'auteur s'arrête à l'histoire du Vieux-Québec, c'est-à-dire le territoire qui circonscrit l'arrondissement historique. Cette histoire, Provencher l'aborde à la fois par le biais de l'archéologie et de l'architecture, outre évidemment la connaissance historique. Et la publication tient promesse en décortiquant le Vieux-Québec en zones, en îlots ou en quartiers, en évoquant tantôt un édifice, tantôt un aménagement, le tout étant étayé par un support visuel remarquable. Ce livre qui se veut accessible au plus grand nombre évoque le guide touristique sans en être un à cause de son format et de son style continu; par ailleurs, il fourmille de renseignements quelquefois pointus sur l'un ou l'autre des aspects rattachés à l'évolution du Vieux-Québec.

On notera toutefois certaines phrases ou affirmations qui portent à critique, comme cette phrase qui affirme que Du Gua de Monts « choisit